

L'ascenseur social est-il en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale

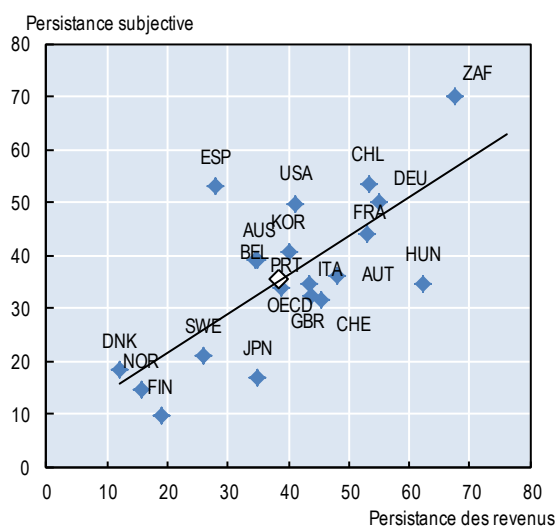
Juin 2018

<http://oe.cd/cope>

Le pessimisme quant aux perspectives de *promotion sociale* s'est accru ces vingt dernières années. Les individus sont de plus en plus nombreux à avoir le sentiment que la réussite des parents joue un rôle prépondérant dans le devenir à l'âge adulte. Ils sont en outre de plus en plus inquiets de ne pas avoir la possibilité d'améliorer leur situation financière au cours de leur vie. Dans le même temps, le risque subjectif de régression sociale augmente dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE.

Ces impressions sont relativement concordantes avec les mesures réelles de la mobilité. Par exemple, les citoyens ont souvent le sentiment d'une plus grande immuabilité entre les générations en matière économique et sociale dans les pays où la réussite économique des enfants est plus étroitement liée aux revenus des parents (graphique 1).

Graphique 1. La mobilité sociale subjective et la mobilité sociale réelle sont étroitement liées



Note : Persistance subjective = proportion de personnes qui pensent qu'il est important d'avoir des parents instruits pour réussir. Persistance des revenus = l'élasticité des revenus entre pères et fils. Plus l'élasticité est élevée, plus la mobilité intergénérationnelle est réduite. Les données sur la persistance subjective correspondent à 2009. Les données sur la persistance des revenus correspondent aux revenus des fils au début des années 2010, par comparaison avec les revenus des pères.

Source : « L'ascenseur social en panne ? », chapitre 1, graphique 1.3.

Qu'est-ce que la mobilité sociale ?

La mobilité sociale recouvre plusieurs dimensions. La *mobilité intergénérationnelle* correspond à l'amélioration ou à la détérioration de la situation économique ou sociale des enfants par rapport à celle de leurs parents. Cela concerne non seulement les revenus ou les salaires, mais aussi le niveau d'études, l'emploi exercé ou l'état de santé. Par

comparaison, la *mobilité intra-générationnelle* détermine dans quelle mesure la situation économique des individus évolue au cours de leur vie.

On peut mesurer la mobilité intergénérationnelle et la mobilité intra-générationnelle en valeur absolue et en valeur relative. La *mobilité sociale absolue* analyse dans quelle mesure la situation socioéconomique s'améliore ou se détériore en niveau. La *mobilité sociale relative* examine la position qu'occupent les individus sur l'échelle sociale, soit en comparant l'échelon où ils se trouvent à celui qu'occupaient leurs parents, soit en analysant l'évolution constatée à différentes étapes de leur existence. Plus les pays se développent, plus les progrès socio-économiques tendent à ralentir en valeur absolue au regard de certaines dimensions clés, comme l'éducation ou la santé. C'est pourquoi la problématique de la mobilité relative gagne en importance dans le débat public, notamment dans les économies plus avancées.

Pourquoi la mobilité sociale est-elle importante ?

Lorsque les ménages modestes n'ont guère de chances de s'élever dans l'échelle sociale et que ceux qui sont au sommet sont presque assurés de conserver leur situation privilégiée, on peut dire que « l'ascenseur social » est en panne. Une telle situation peut avoir des effets dommageables sur le plan économique, social et politique :

- *Une mobilité sociale limitée peut saper les bases de la croissance économique* : en l'absence de mobilité ascendante au bas de l'échelle des revenus, de nombreux talents potentiels sont insuffisamment développés et des opportunités d'investissement rentables restent inexploitées. Faute de mobilité en haut de l'échelle de distribution des revenus, quelques privilégiés peuvent percevoir des rentes au détriment du plus grand nombre, avec à la clé des coûts d'efficacité élevés.
- *Les perspectives de mobilité influent considérablement sur la satisfaction à l'égard de la vie et le bien-être* : les individus qui se hissent plus haut que leurs parents sur l'échelle sociale sont généralement mieux lotis au regard d'un grand nombre de dimensions sociales et du bien-être (participation civique, relations personnelles, bien-être subjectif par exemple) que ceux qui restent bloqués en bas. À l'inverse, des risques plus élevés de régression sociale tendent à réduire la satisfaction à l'égard de la vie en renforçant le sentiment de précarité financière.

- **Les perspectives de mobilité influent également sur la cohésion sociale et la participation démocratique** : il ressort des travaux de recherche que l'impression d'égalité des chances peut réduire la probabilité de conflits sociaux. Des perspectives d'ascension sociale apaisent le mécontentement économique, alors que dans les sociétés où la mobilité est plus limitée le sentiment d'exclusion sociale tend à se développer plus facilement. Le manque d'opportunités de promotion sociale peut réduire la participation démocratique, et les personnes confrontées au risque de régression sociale ou de perte de statut ont généralement moins le sentiment que leur voix compte. Cela est associé dans l'ensemble à un moindre niveau de confiance dans l'État.

Immobilité en haut et en bas de l'échelle – Comment se transmettent les privilèges et les handicaps d'une génération à l'autre

Dans de nombreux pays, les résultats socioéconomiques des individus sont étroitement liés à ceux de leurs parents : la mobilité sociale intergénérationnelle est donc limitée. Pour les familles situées dans le décile inférieur des revenus (c'est-à-dire dans les 10 % de revenus les plus bas), cinq générations en moyenne pourraient être nécessaires pour se hisser au niveau du revenu moyen (graphique 2). Dans les pays nordiques, cela pourrait prendre deux générations seulement, tandis que dans certaines économies émergentes, ce processus pourrait se dérouler sur près de dix générations.

Par ailleurs, la mobilité sociale intergénérationnelle varie d'un groupe de population à l'autre, accentuant du même coup les handicaps dont souffrent déjà les populations défavorisées.

Mobilité ascendante limitée au bas de l'échelle - Les possibilités d'ascension sociale sont restreintes pour les enfants issus de milieux défavorisés. Près d'un tiers des enfants dont le père se situe dans le quartile inférieur des **revenus** ont des revenus comparables à ceux de leur père. Pour les autres, la mobilité ascendante en termes de revenus se limite souvent à la tranche immédiatement supérieure : 40 % d'entre eux restent dans la moitié inférieure de l'échelle des revenus.

Le manque de mobilité au bas de l'échelle ne concerne pas uniquement les revenus mais touche aussi plusieurs autres dimensions clés :

- **Le niveau de formation** évolue très peu d'une génération à l'autre : parmi les personnes dont les parents ont un faible niveau d'instruction (c'est-à-dire qui ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire), 42 % ne terminent pas leurs études secondaires, contre 7 % seulement des personnes dont les parents sont diplômés du supérieur. Parallèlement, seulement 12 % seulement des personnes dont les parents ont un faible niveau d'études décrochent un diplôme supérieur. La mobilité en matière de formation est encore plus limitée dans les pays d'Europe du Sud et

dans la plupart des économies émergentes. Et si la mobilité ascendante des personnes ayant des parents peu instruits s'est améliorée pour les cohortes nées entre 1955 et 1975, elle stagne pour les cohortes nées après 1975.

- Le constat est le même concernant le **type d'emploi occupé** : moins d'un quart des enfants de travailleurs manuels (plombiers, mécaniciens ou agents de maintenance par exemple) deviennent cadres ou travailleurs intellectuels à l'âge adulte.
- De la même manière, les **résultats en matière de santé** se transmettent généralement d'une génération à l'autre dans la plupart des pays de l'OCDE : grandir dans une famille peu fortunée, et avoir des parents en mauvaise santé sont les deux facteurs les plus prédictifs d'une mauvaise santé à l'âge adulte.

Mobilité descendante limitée au sommet de l'échelle - Les enfants nés dans des familles plus privilégiées ont beaucoup moins de risques de régresser dans l'échelle sociale, car les parents favorisés parviennent généralement à assurer à leurs enfants un bon départ dans la vie :

- La persistance des **revenus** est très élevée au sommet de la distribution des revenus : les enfants dont le père se situe dans le quartile supérieur des revenus ont 40 % de chances de se maintenir dans ce quartile, tandis que 16 % seulement d'entre eux glissent vers le quartile inférieur des revenus en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- Par ailleurs, les enfants issus de milieux favorisés ont des **résultats scolaires** largement supérieurs : les personnes dont les parents sont diplômés du supérieur obtiennent presque toujours un diplôme de fin d'études secondaires au minimum, et 63 % sont elles-mêmes diplômées de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, elles ont en moyenne une meilleure maîtrise de l'écrit et des mathématiques (telle que mesurée dans l'évaluation des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC)) que celles dont les parents ont un niveau d'études moins élevé, et notamment que celles dont les parents n'ont pas achevé leurs études secondaires.
- Enfin, on observe aussi une forte persistance au regard du **type d'emploi exercé** : la moitié des enfants dont les parents sont cadres ou travailleurs intellectuels deviennent cadres eux-mêmes.

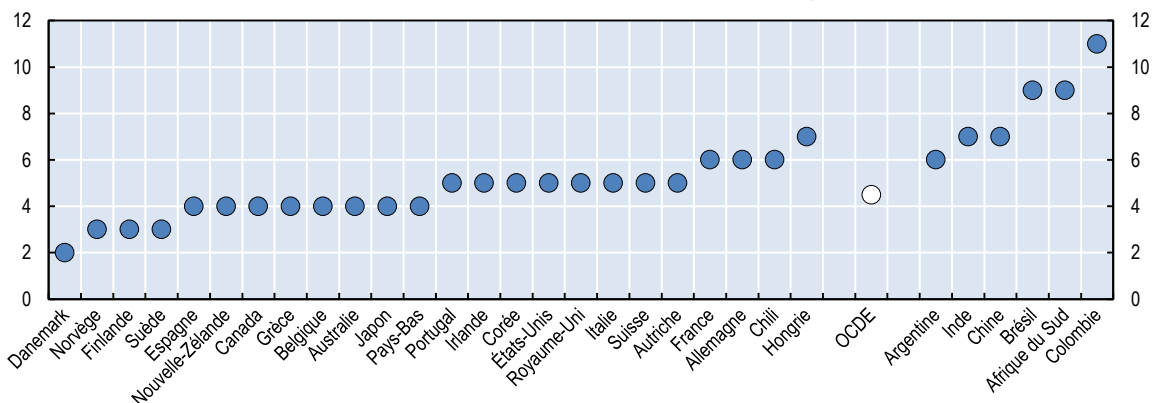
Les privilèges et les handicaps perdurent aussi tout au long de la vie

La mobilité observée tout au long de la vie (c'est-à-dire la mobilité sociale intra-générationnelle) se caractérise par une persistance élevée aux deux extrémités de l'échelle de distribution des revenus. Près de 60 % des personnes qui se situent dans le quintile inférieur (soit les 20 % les plus pauvres) sont encore dans le même quintile après quatre ans. Ce phénomène est encore plus marqué au sommet de l'échelle, puisque 70 % environ des individus se maintiennent dans le quintile supérieur après quatre ans. Si l'on allonge la

période considérée – ce qui, en principe, favorise la mobilité – le résultat constaté n'évolue pas beaucoup : près de 40 % des personnes situées au bas de l'échelle

et de 60 % de celles classées au sommet se maintiennent dans leurs quintiles respectifs après neuf ans.

Graphique 2. Cinq générations pourraient être nécessaires, en moyenne, pour que les descendants de familles modestes se hissent au niveau du revenu moyen



Note : Ces estimations sont fournies à titre illustratif et reposent sur la persistance des revenus (élasticité) entre père et fils, la distribution actuelle des revenus des ménages du décile inférieur, et le revenu moyen, dans l'hypothèse d'élasticité constantes. Une famille modeste est définie comme une famille située dans le premier décile de revenu, ce qui correspond aux 10 % les plus pauvres de la population.

Source : « L'ascenseur social en panne », chapitre 1, graphique 1.5.

La persistance de la situation au regard des revenus s'est accrue dans la plupart des pays de l'OCDE depuis la fin des années 90, et la corrélation avec le niveau d'études s'est renforcée. Les personnes ayant un niveau de formation peu élevé sont désormais exposées à un risque plus grand de se maintenir dans le quintile de revenu inférieur, tandis que le risque de régression a diminué pour les individus très qualifiés.

Le chômage de longue durée est l'un des principaux déterminants de la forte persistance des bas revenus. Par ailleurs, les travailleurs à bas salaires et une grande partie des individus qui vivent dans des ménages nombreux stagnent généralement au bas de l'échelle de distribution des revenus. Souvent, les personnes ne réussissent à sortir de la pauvreté que temporairement, en accédant à des revenus très légèrement supérieurs au seuil de pauvreté. Les personnes qui parviennent à quitter le bas de l'échelle des revenus de manière plus définitive ont souvent trouvé un emploi (mieux rémunéré). Ainsi, la transition d'un emploi temporaire vers un contrat à durée indéterminée peut aider les individus se hisser plus haut dans la distribution des revenus.

L'évolution de la composition de la famille – par exemple à la suite d'une naissance ou d'un divorce – peut aussi conduire une personne à glisser dans le quintile inférieur de la distribution des revenus.

Au milieu de l'échelle se côtoient risques et opportunités Les ménages situés au milieu de la distribution (soit dans les 2^e, 3^e et 4^e quintiles) sont caractérisés par une plus grande mobilité sur l'échelle des revenus. Néanmoins, cela implique non seulement des possibilités d'ascension sociale plus importantes mais aussi un risque plus prononcé de régression, parfois jusqu'au plus bas de l'échelle : sur quatre ans, un ménage de classe moyenne sur sept glisse dans le quintile inférieur de la distribution des revenus.

De surcroît, certains signes mettent en évidence une vulnérabilité croissante des personnes situées dans la

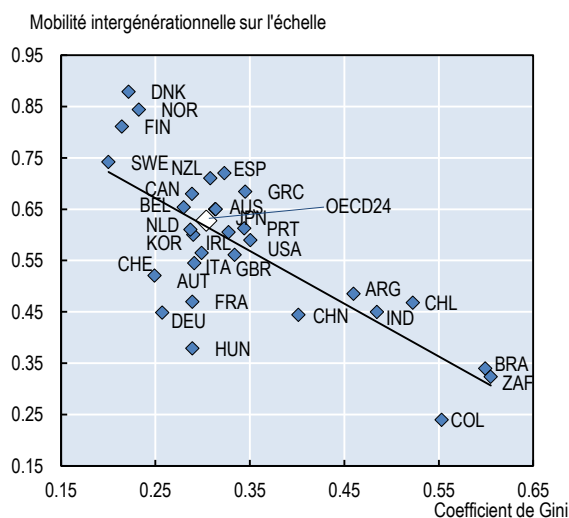
tranche inférieure de la classe moyenne, bien plus marquée que pour les revenus moyens et supérieurs. En moyenne, le risque de régression sur l'échelle des revenus s'est légèrement accru ces vingt dernières années pour la population d'âge actif située dans le 2^e quintile (c'est-à-dire dans les 40 % les plus pauvres mais pas dans les 20 % les plus pauvres). Parallèlement, les personnes de la classe moyenne et de la classe moyenne supérieure (3^e et 4^e quintiles) sont légèrement *moins vulnérables* face au risque de régression qu'à la fin des années 1990.

En outre, les chances d'ascension depuis le milieu de l'échelle des revenus jusqu'au quintile supérieur ont diminué d'une manière générale.

Quelles sont les implications d'une mobilité sociale limitée pour les inégalités ?

Dans un contexte de mobilité sociale limitée, les inégalités de revenu marquées constatées dans de nombreux pays de l'OCDE deviennent moins acceptables sur le plan social. La mobilité intergénérationnelle sur l'échelle des revenus est généralement *plus faible* dans les pays touchés par de fortes inégalités de revenu. Cette corrélation négative est représentée par la courbe dite « de Gatsby le magnifique » (graphique 3, Corak, 2006 ; OCDE, 2008). À l'extrémité gauche de la courbe se situent les pays nordiques, qui conjuguent mobilité élevée sur l'échelle des revenus et inégalités faibles ; à l'extrémité droite, le Chili, d'autres pays latino-américains et quelques économies émergentes sont caractérisés par une faible mobilité et des inégalités très prononcées. Le tableau est toutefois plus nuancé dans certains pays européens : l'Allemagne, l'Autriche, la France et la Hongrie affichent à la fois des inégalités inférieures à la moyenne et une faible mobilité entre générations. Aucun pays ne combine un niveau élevé d'inégalités et une forte mobilité.

Graphique 3. La mobilité entre générations sur l'échelle des revenus est généralement supérieure quand les inégalités de revenu sont moindres



Note : La mobilité intergénérationnelle sur l'échelle des revenus est représentée par 1 moins l'élasticité intergénérationnelle des revenus des pères par rapport à leurs fils. Les coefficients de Gini se réfèrent au milieu des années 1980/début des années 1990.
Source : « L'ascenseur social en panne », chapitre 1, graphique 1.13.

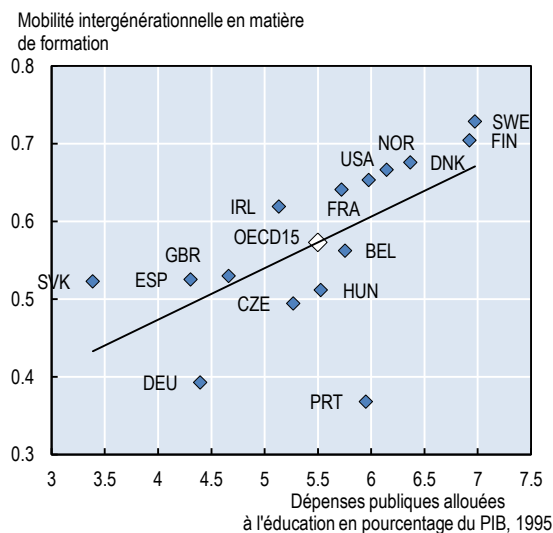
La corrélation négative entre les inégalités et la mobilité intergénérationnelle sur l'échelle des revenus tient, dans une large mesure, à l'influence exercée par les inégalités sur l'accumulation de capital humain. Dans les sociétés plus inégalitaires, les parents aux revenus modestes ont parfois plus de difficulté à investir dans l'éducation et la santé de leurs enfants, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Parallèlement, les parents aisés résident souvent dans des quartiers dotés de bons établissements scolaires, ils sont en mesure de s'acquitter de frais de scolarité élevés, et ils peuvent compter sur leurs réseaux professionnels pour faciliter le passage de leurs enfants des études à la vie active. C'est pourquoi les enfants de familles aisées sont mieux placés pour profiter pleinement du rendement de l'éducation. Ces effets se renforcent au fil des générations: non seulement les enfants de familles modestes sont scolarisés moins longtemps dans les pays où les inégalités de revenu sont prononcées, mais leurs compétences sont aussi inférieures pour un niveau d'éducation donné. L'écart en matière de qualité de l'éducation est donc encore plus marqué que celui induit par les seuls écarts de revenus (Cingano, 2014 ; OCDE, 2015).

Quelles mesures prendre ?

Il n'y a rien d'inéluctable dans la transmission des avantages ou des handicaps socioéconomiques d'une génération à l'autre. Les écarts importants observés entre les pays en matière de mobilité donnent à penser que les pouvoirs publics peuvent agir pour améliorer la mobilité dans nos sociétés et pour protéger les ménages des effets négatifs de chocs sur les revenus. Ainsi, les pays qui ont déjà beaucoup investi dans l'éducation ou la santé affichent généralement une plus grande mobilité dans ces domaines (graphique 4). Pour autant, ce qui compte ce n'est pas seulement le montant des ressources publiques allouées à l'éducation ou à la

santé mais aussi l'utilisation qui en est faite et la manière dont sont ciblées les catégories de population défavorisées. L'action des pouvoirs publics ne doit donc pas se limiter à augmenter les dépenses globales, mais plutôt à mieux cibler les dépenses sur les programmes qui fonctionnent.

Graphique 4. Plus les dépenses d'éducation sont élevées, plus la mobilité entre générations en matière d'éducation est forte



Note : La mobilité intergénérationnelle en matière de formation est mesurée comme étant égale à 1 moins la persistance intergénérationnelle en matière de formation, définie comme le coefficient de régression entre les années d'études des parents et des enfants à 30-55 ans.
Source : « L'ascenseur social en panne ? », chapitre 1, graphique 1.14.

Élaborer des politiques publiques propres à assurer l'égalité des chances pour tous les enfants :

- ✓ Réaliser des investissements publics visant à améliorer l'accès aux services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants et leur qualité, ainsi qu'à prévenir l'abandon prématuré de la scolarité
- ✓ Fournir une aide adaptée en matière de santé, notamment pour les enfants issus de milieux socioéconomiques défavorisés
- ✓ Élaborer des politiques familiales favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et responsabilités familiales
- ✓ Mettre en place des systèmes progressifs d'impôts et de prestations qui limitent les inégalités sur le plan du revenu et du patrimoine

Atténuer les conséquences des chocs défavorables :

- ✓ Offrir aux individus une protection adaptée face aux risques de baisse des revenus après la perte d'un emploi, un divorce ou une naissance
- ✓ Conjuguer une aide au revenu adaptée et des politiques actives du marché du travail qui soient efficaces

- ✓ *Faciliter la transition entre les études et la vie active, en particulier pour les jeunes défavorisés*
- ✓ *Adapter les systèmes de sécurité sociale aux nouvelles formes d'emploi*

Citations

Le rapport doit être cité comme suit : OCDE (2018), « A broken social elevator? How to promote social mobility », *Synthèse COPE*, www.oecd.org/social-mobility-2018.

Références

Cingano, F. (2014), « Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth », Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n°163, dx.doi.org/10.1787/5jxrjncwvxv6j-en

Corak, M. (2006), « Do Poor Children Become Poor Adults? Lessons for Public Policy from a Cross Country Comparison of Generational Earnings Mobility », *Research on Economic Inequality*, Vol. 13, *Dynamics of Inequality*, Elsevier Press, pp. 143-188.

OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>,

OCDE (2008), *Croissance et inégalités - Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264044210-fr>

Autres

À compter du 15 juin 2018, de nouveaux indicateurs de l'OCDE sur les inégalités de revenu seront disponibles à l'adresse <http://www.oecd.org/fr/social/donnees-distribution-revenus.htm>.

Quels sentiments ont les citoyens quant aux inégalités et à leur propre position sur l'échelle des revenus? En 2015, l'OCDE a lancé l'outil en ligne *Comparez votre revenu* (www.compareyourincome.org), qui permet aux utilisateurs de confronter leur propre perception des inégalités de revenu à la réalité. Trois ans après et plus de 2 millions d'utilisateurs plus tard, cet outil a été actualisé pour proposer de nouvelles questions sur la mobilité économique entre les générations. Les utilisateurs sont ainsi invités à comparer leur situation financière à celle de leurs parents au même âge, et à indiquer s'ils pensent que les enfants d'aujourd'hui seront mieux ou moins bien lotis à l'âge adulte que leurs parents sur le plan financier. L'outil en ligne couvre tous les pays de l'OCDE, ainsi que certaines économies émergentes, parmi lesquelles l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, le Costa Rica et l'Inde.



Contact

Stefano Scarpetta – Directeur de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE

✉ stefano.scarpetta@oecd.org

☎ +33 1 45 24 19 88

🐦 [@OECD_Social](https://twitter.com/OECD_Social)

<http://www.oecd.org/fr/social/broken-elevator-how-to-promote-social-mobility-9789264301085-en.htm>

Information sur les données relatives à Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Soutien financier et avertissement

Le présent document a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.



Co-financé par
l'Union
européenne

Les opinions qui sont exprimées dans ce rapport ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.